

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Départementale du Rhône

Villeurbanne, le 17 janvier 2019

Affaire suivie par : Christelle BÔNE
Cellule TESSP-STR
Tél. : 04 72 44 12 06
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : christelle.bone@developpement-
durable.gouv.fr
Référence : 20190117-LET-CI-Eau_TAM_Tarare.odt

Monsieur,

Dans le cadre de ses missions, le service d'inspection des installations classées a demandé la réalisation d'un contrôle inopiné pour vérifier la conformité des rejets aqueux de vos installations.

Ce contrôle a été réalisé les 29 et 30 novembre 2018 et les résultats nous ont été transmis le 8 janvier 2019.

Ces résultats mettent en évidence des dépassements des valeurs réglementaires fixées à l'arrêté préfectoral du 01/04/2010. Il s'agit :

- du pH : qui s'est maintenu entre 9,3 et 9,5 durant tout le rejet, pour un maximum de 8,5 fixé dans l'arrêté préfectoral,
- des hydrocarbures : concentration de **22,3mg/l** pour une valeur limite fixée à 10mg/l,
- de l'azote : concentration de **146mg/l** pour une valeur limite fixée à 60mg/l,
- des composés AOX : concentration de 1,1mg/l pour une valeur limite fixée à 1mg/l.

Les anomalies en pH et en azote avaient déjà été mises en évidence lors de la dernière visite d'inspection du 9 septembre 2018 qui a donné lieu à l'arrêté de mise en demeure du 19/11/2018. Cet arrêté a fixé une échéance de 3 mois pour le respect des valeurs limites en pH (remise en fonctionnement de la neutralisation) et un délai de 12 mois pour le respect de la valeur limite en azote (mise au point d'un nouveau procédé).

TAM - SENSZO

27 Avenue Edouard Herriot

ZI la grange Cléat

69 170 TARARE

Copies : DDPP

Je vous remercie de bien vouloir me faire part, dans un délai d'un mois, de l'état d'avancement des actions correctives engagées pour le respect des paramètres pH et azote, ainsi que vos commentaires pour expliquer les autres dépassements observés sur les paramètres hydrocarbures et AOX en me proposant des actions correctives permettant de vous conformer aux valeurs limites définies dans votre arrêté préfectoral.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur des installations classées

Christelle BONE

